

représente le seul espoir de parvenir à la paix. Ce groupe se heurte certes à de grosses difficultés. Pendant la table ronde, quelqu'un a proposé d'institutionnaliser le processus; or, nous avons certaines réserves au sujet de la création d'un autre organisme qui serait doté d'un secrétariat permanent. Nous souhaitons bien sûr continuer de collaborer très activement avec toutes les institutions multilatérales comme les Nations-Unies ou la BID; et comme en témoignent les récents voyages ministériels effectués dans la région, nous sommes tout à fait disposés à accroître toutes les formes d'aide en Amérique centrale.

D'aucuns ont proposé d'ouvrir une ambassade canadienne à Managua. Je pense que l'établissement de missions, de consulats et d'ambassades dans tous les pays de la région serait sans doute utile, mais avant de se pencher sur la question, il conviendrait probablement d'analyser en détail notre réseau consulaire. Cette tâche pourrait très bien être confiée au groupe de travail.

Vous demandez au Canada de s'opposer, au sein des institutions financières internationales, à la position adoptée par les États-Unis envers le Nicaragua. À l'assemblée qui a marqué le 25^e anniversaire de la BID, j'ai été très clair à ce sujet. Toute aide devrait être attribuée en fonction de critères techniques, et j'ai bien déclaré que le Canada désapprouve l'attitude de la Banque; celle-ci aurait tort de faire de la politique, et chaque projet ne devrait être jugé qu'en fonction de ses seuls mérites.

Le gouvernement canadien est très préoccupé par les tensions qui règnent en Amérique Centrale. Les principales causes d'instabilité dans la région sont d'ordre économique et social, mais la militarisation des pays et leur entrée dans le jeu des relations Est-Ouest avec l'intrusion de Cuba, des pays de l'Est et des États-Unis n'ont fait qu'aggraver cette tension. La promotion de la paix, de la justice sociale et du développement économique constitue la dimension primordiale de la politique extérieure canadienne en Amérique centrale.

Pauline Jewett

Le Nouveau parti démocratique, qui est le parti socialiste canadien, s'est toujours prononcé fermement en faveur de la non-intervention en Amérique Centrale. Il a critiqué sévèrement les actions des États-Unis et il a en particulier dénoncé le soutien qu'ils accordent aux *contras*, le minage des ports du Nicaragua et leur refus de